



## PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS  
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

### **Arrêté du 3 octobre 2023 portant mise en demeure à la société SEVIA pour son site localisé rue Auguste Landrin à Rixheim (68170)**

Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L 171-8;

**VU** l'arrêté du 18 octobre 2018 portant prescriptions complémentaires ;

**VU** la rubrique 3550 : stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte ;

**VU** la parution des conclusions relatives à l'industrie du traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 et en application de l'article R.515-70 et R.515-81 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'article R.515-70 du code de l'environnement fixe un délai de quatre années pour réexaminer les prescriptions applicables à l'exploitation au regard des meilleures techniques disponibles ;

**Considérant** que la date de parution des conclusions relatives à l'industrie du traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) est le 17 août 2018 ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas présenté de dossier de réexamen relatif à son activité de regroupement d'huiles usagées en vrac, classée sous la rubrique 3550 ;

**Considérant** les termes de l'article L.171-8 du code de l'environnement « I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions

applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société SEVIA, dont le siège social est situé Z.I. du Petit Parc – Voie C – Rue des Fontenelles à ECQUEVILLY (78920), est tenue de respecter les prescriptions précisées aux articles suivants, dans les délais qui y sont indiqués.

**Article 2 :** *Dans un délai de trois mois*, l'exploitant remet, au préfet du Haut-Rhin, un dossier de réexamen de ses conditions d'exploitation de son installation de traitement des déchets de la rue Auguste Landrin à Rixheim faisant suite à la parution des conclusions relatives à l'industrie du traitement des déchets (BREF WT–Waste Treatment) par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 et en application de l'article R.515-70 et R.515-81 du code de l'environnement, publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), service de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SEVIA.

pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Christophe MAROT

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.